

Fragments d'un discours du pouvoir (1975-1985) : du bon usage d'une méconnaissance scientifique

Ce texte fut rédigé initialement afin de présenter les caractéristiques du milieu social et idéologique au sein duquel j'ai dû expliquer, et souvent défendre, les attendus de mon travail d'anthropologue coopérant au Mozambique entre 1982 et 1985, à l'Université Eduardo Mondlane. L'intime collusion mise en évidence ici entre un certain savoir et le discours du pouvoir a conforté des illusions qui ont profondément marqué l'esprit des dix premières années de l'indépendance.

Il convient de noter toutefois que le Centre d'études africaines n'occupe plus aujourd'hui — et depuis plusieurs années — la place qu'il occupait encore en 1984 dans la vie politique et intellectuelle de Maputo ; les coordonnées de son discours sur la paysannerie ne sont plus les mêmes. Enfin et surtout, l'idée que se fait aujourd'hui le pouvoir de son destin, de son rôle et des enjeux de son intervention dans la société qu'il tente de diriger et d'administrer s'est sensiblement modifiée. Est-ce la guerre ? La soumission aux principales directives du FMI ? Je ne sais quelles forces ni quels drames ont rappelé les élites au pouvoir à l'ordre des faits, ni quelles en seront les conséquences. Mais beaucoup s'accordent pour constater aujourd'hui la plus grande modestie et la moindre véhémence du discours du pouvoir à l'endroit de la société civile qu'il envisageait jadis de modeler à l'image de ses rêves

RUTH First, sociologue et militante sud-africaine, et Aquino de Bragança, journaliste et militant historique du FRELIMO étaient les deux personnalités marquantes et fondatrices du Centre d'études africaines de l'Université E. Mondlane. Ruth First est morte assassinée dans un attentat perpétré selon toute vraisemblance par les services spéciaux sud-africains, l'été 82, dans les

locaux de l'Université ; Aquino de Bragança a été tué récemment dans l'accident (?) d'avion qui a également coûté la vie au président Samora Machel, qu'il accompagnait fréquemment comme conseiller particulier. Ces deux grands intellectuels militants étaient des proches de la Présidence, compagnons de lutte des plus grandes figures historiques du FRELIMO. Aquino de Bragança était réputé d'un abord aisé, ouvert et profondément diplomate, grand amateur de conversations et animé du constant désir de convaincre, « providence des journalistes » ; il n'en était pas moins la voix nuancée, intelligente mais sans faille, de la ligne du Parti. Ruth First était plutôt perçue comme intransigeante, sans concession dans la discussion. Chercheur autant que militante, elle était l'âme du Centre d'études africaines (CEA) : cette institution lui doit l'essentiel de son orientation scientifique et la réputation de rigueur dont a bénéficié sa démarche dans les dix années qui ont suivi l'indépendance. Une part des activités de recherche du CEA étaient orientée sur les problèmes stratégiques et économiques régionaux (à l'échelle de l'Afrique australe) sur lesquels travaillaient, entre autres, des chercheurs proches de l'*African National Congress*. Mais une grande partie des activités de recherche, celle qui nous intéresse ici, traitait des problèmes économiques et sociaux de la « société mozambicaine ».

Le Centre d'études africaines

Les questions agraires, la commercialisation, les fermes d'État, n'intéressaient guère Aquino de Bragança, mais Ruth First a par contre donné beaucoup d'elle-même dans l'organisation de ces recherches, souvent commanditées par des institutions d'État. Elle a bénéficié dans cette entreprise de l'appui d'une équipe de chercheurs affichant et revendiquant une solide et ombrageuse formation marxiste internationaliste (souvent d'origine anglo-saxonne, venus au Mozambique à l'issue d'une précédente expérience universitaire en Tanzanie — on s'exprimait plus volontiers en anglais qu'en portugais dans les locaux du CEA). Il convient de rendre hommage au courage et à l'intégrité de militants et de chercheurs dont le parcours personnel se confond souvent avec l'histoire des mouvements nationalistes, dans le sillage ou au service desquels ils ont œuvré. En outre, alors que les autres facultés et départements de l'UEM éprouvaient de sérieuses difficultés de fonctionnement, il ne fait aucun doute que l'activité scientifique du CEA pendant cette période fût, de loin, la plus riche et la plus vivante.

Mais le mérite de ces chercheurs, considérant la valeur de leurs résultats, était peut-être d'autant plus grand que les conceptions gui-

dant leur approche des questions paysannes étaient notoirement étri-
quées. Je crois utile de revenir aujourd'hui sur ces questions, car
elles introduisent directement à la compréhension d'un débat poli-
tique dont l'Université ne fut guère que la caisse de résonance —
débat quelquefois dérisoire dans sa forme — mais dont les enjeux
débordaient largement l'enceinte climatisée du campus, et enga-
geaient la nature et le discours du pouvoir. Le CEA a en effet
occupé une place privilégiée dans un dispositif de pouvoir autant
que de savoir. C'est à ce titre qu'il peut être intéressant de s'arrê-
ter sur les termes du débat que cette institution a su imposer, pola-
riser et dominer au sein de l'Université.

L'existence sociale de la paysannerie est théoriquement douteuse

L'influence de Marc Wuyts (économiste) et de Bridget O'Laughlin (sociologue) a été déterminante dans l'édification de l'argumentaire du CEA sur la question paysanne. Ces chercheurs savaient distin-
guer l'existence en milieu rural de relations sociales telles que les
échanges marchands, l'exploitation du travail ou l'accumulation
monétaire, dont l'analyse devait déboucher sur la caractérisation des
processus de prolétarianisation ou de formation d'une (petite) bour-
geoisie rurale, ou de « koulaks ». De tels développements sociaux
ont certes été observables au Mozambique, et nul ne songerait à
nier l'importance que revêt leur étude en compréhension. Un pro-
blème surgit néanmoins de ce que tout autre fait social, situé par
sa nature hors de portée de ce cadre conceptuel, était frappé a priori
d'insignifiance aux yeux de ces chercheurs. Des pans entiers de l'his-
toire et des rapports sociaux constitutifs des sociétés paysannes du
pays ont ainsi fait l'objet d'une remarquable dénégation théorique.
Aux termes de la construction de leur objet, c'est l'existence histo-
rique et sociale de « la paysannerie » qui se trouvait niée, refoulée
par les chercheurs du CEA : ils ne reconnaissaient d'existence sociale
à ces hommes — et donc un sens à leurs motivations — que dans
la mesure où leurs activités, leurs comportements et leurs discours
se laissaient interpréter à l'intérieur des catégories évoquées ci-
dessus (1). Entendons bien — car il ne s'agit pas de caricaturer leur
point de vue : ces chercheurs pouvaient admettre l'existence de cer-

(1) A cet égard par exemple, l'analyse des
différenciations sociales nouvelles qui traver-
sent la paysannerie à la faveur de l'édifica-
tion des villages communautaires, comme
déterminations et conséquences socio-
économiques de la guérilla dans la province
de Nampula, sont inaccessibles à cette con-

ceptualisation : l'analyse de ces processus sup-
pose en effet de reconnaître le rôle décisif
joué par les modalités du contrôle social de
l'accès à la terre et au numéraire, lesquelles
ne relèvent pas comme telles de l'économie
marchande (Voir « Nampula en Guerre »,
pp. 28-40).

taines relations et catégories sociales étrangères à leur grille d'interprétation, mais ils estimaient que de tels faits ne présentaient pas de pertinence pour l'analyse, qu'ils n'avaient pas la dignité d'un objet d'étude légitime dans le cadre des priorités définies par le Parti pour la transition au socialisme.

La « transition au socialisme » et « l'alliance ouvriers-paysans » étaient en effet à l'ordre du jour : le Parti FRELIMO, la presse, l'intelligentsia mozambicaine — autrement dit les héritiers radicaux de la petite-bourgeoisie urbaine de Lourenço-Marques, de Beira —, la communauté coopérante internationaliste partageaient tous ce même langage. Les soirées étaient le théâtre de discussions passionnées sur le « processus » : chacun y débattait des difficultés de son travail, donnait le sentiment d'y consacrer tout son être, d'y sacrifier son sommeil, sa santé et sa vie de famille. On y colportait aussi les rumeurs de la guerre, on y commentait un article de *Tempo*, un discours du « Président », on y spéculait sur la dernière réunion du bureau politique, la signification d'un remaniement ministériel, on se demandait jusqu'où irait l'Afrique du Sud, mesurant avec effroi ou résignation le déséquilibre des forces... L'effervescence était d'autant plus grisante que chacun avait le sentiment fascinant d'être proche du pouvoir — c'est-à-dire dans les coulisses de la Révolution — s'étonnant parfois de l'indifférence de l'Afrique et du reste du monde, quant à la portée du « processus » en cours au Mozambique. Des vétérans rappelaient le Cuba des premières années, les Chiliens étaient là, les Argentins, les Brésiliens, toutes les gauches réfugiées des grandes tragédies d'Amérique latine des années 70. Ils côtoyaient les militants anti-impérialistes européens dans leur travail, ainsi que dans les fêtes dansantes ou dans les meetings de solidarité avec le Nicaragua ou le Salvador.

Tous se renvoyaient les uns les autres la même image, leur propre image ; les analyses qu'ils élaboraient, si critiques fussent-elles, se déployaient à l'intérieur d'une conception commune, se formulaient dans un langage unique. Celui qui parlait un autre langage, forgé à l'horizon d'une autre expérience, faisait aisément figure lunaire ; quand sa parole n'était pas nulle et non avenue, elle était promptement réincorporée, déformée à seule fin d'absorption dans le système d'interprétation commun « révolutionnaire » mais hautement sécurisant, ou simplement entendue, repoussée, oubliée.

C'est dans ce contexte que les positions théoriques du CEA doivent être entendues. La soumission de la définition de l'objet de recherche sociologique aux priorités définies par la ligne politique du Parti, loin de disqualifier la pratique scientifique du CEA, lui conférait au contraire, aux yeux de tous, ses lettres de noblesse. D'autant que cette soumission de la recherche aux objectifs stratégiques du Parti n'était pas un vœu pieux, une vaine exhortation à lier la recherche à l'actualité révolutionnaire pour en éclairer la

pratique, et qui serait demeurée sans suite : les commandes de l'État existaient (secrétariat d'État au coton, Conseil municipal de Maputo, etc.), les questionnaires s'élaboraient, les enquêtes se réalisaient, les données s'interprétaient, les résultats s'écrivaient et se publiaient. Les chercheurs marxistes étaient rompus aux techniques classiques d'évaluation de bilan d'une ferme d'État, aux calculs de productivité, à l'analyse des mouvements de main-d'œuvre, au suivi des filières marchandes : les publications des résultats de recherches étaient d'une valeur et d'une qualité scientifique incontestables. On n'y ménageait pas la critique des incuries bureaucratiques ou des comportements qui témoignaient de la gestation d'un embryon de bourgeoisie d'État. Il est vrai que, estampillées du sceau valorisant et mystifiant de la « diffusion restreinte », certaines études du CEA acquiesçaient parfois une aura sulfureuse qu'elles devaient plus à leur circulation sous le manteau qu'au contenu véritablement subversif de leurs révélations.

Enfin, en contraste avec les traditions sclérosées de l'université coloniale portugaise (2), les Anglo-Saxons du CEA allaient enquêter sur le terrain, et ils y emmenaient en guise d'enquêteurs des étudiants, mais aussi des cadres mozambicains détachés de leur institution pour formation. Les enquêtes avaient souvent lieu dans le cadre des « activités de juillet », organisées par « brigades » armées des questionnaires, qui investissaient pour une ou deux semaines villages, fermes d'État, quartiers, usines ou administrations. Cette méthode de recueil de l'information ne donnait certes pas dans la finesse sociologique, mais l'expérience et la compétence des encadreurs de brigades, la longue préparation préalable de l'enquête, des questionnaires et des enquêteurs, garantissait une efficacité minimum (tout dépend de ce que l'on cherche).

Les facteurs, les gages de crédibilité scientifique et politique qui ont contribué à faire du CEA un lieu d'activité et de réflexion cen-

(2) « Coloniale-fasciste » disent les Mozambicains ; les appréciations que je m'autorise à porter sur cette tradition universitaire coloniale n'engagent naturellement pas la situation prévalente dans l'Université à Lisbonne depuis le 25 avril 1974. Après la « Révolution des Œillets », une nouvelle génération d'universitaires a ouvert la recherche aux grands courants et débats scientifiques internationaux (en sociologie et anthropologie par exemple), ignorés pendant près d'un demi-siècle de salazarisme. Mais jusqu'à cette date, on doit constater que le profond renouvellement intellectuel, la révolution du regard sociologique, historique et anthropologique amorcé dans les années cinquante, qui a accompagné dans le champ théorique la phase de la décolonisation en Afrique

anglophone et francophone, n'a guère ému les imperturbables chercheurs de la colonie portugaise. L'héritage en fut lourd à porter à Maputo au lendemain de l'indépendance, dans des disciplines comme l'anthropologie. Fussent-elles nées dans la colonie et animées des meilleures intentions, les quelques personnes réputées savantes en ethnologie (Mozambicains ou Portugais) tenaient sur les populations rurales un discours étrangement empreint des boursoufflures exotiques de l'anthropologie d'avant-guerre. Notons à cet égard que, face à ces discours anachroniques, intempestifs et ambigus, les chercheurs du CEA avaient beau jeu de souligner la pertinence de leurs propres conceptions, l'urgence et le sérieux de leurs recherches.

tral, névralgique, dans le dispositif institutionnel de la recherche mozambicaine furent ainsi :

— le prestige politique et scientifique de ses fondateurs introduits au sérail des héros du bureau politique ;

— sa reconnaissance par l'État commanditaire et la qualité, la valeur incontestable de ses prestations scientifiques dans certains domaines ;

— la réputation de réflexion « critique » de ses recherches qui se voulaient sans concession au triomphalisme et à l'autosatisfaction bureaucratique ;

— le recours à l'enquête de terrain, et la préoccupation proclamée de formation de cadres nationaux ;

— l'adéquation du langage et des préoccupations de ses membres, à ceux de la petite-bourgeoisie urbaine radicalisée et du milieu cosmopolite des héritiers en exil des gauches latino-américaines et européennes...

Le CEA était le pôle, la référence obligée de toute stratégie de recherche et de formation universitaire ; de plus, il revendiquait de facto la voix de la science (marxiste) bien au-delà des murs de l'Université ; ses membres savaient passionnément et mieux que quiconque ce qu'il convenait de chercher (en sciences sociales) et ce qui n'était que réminiscence incongrue de l'ethnologie coloniale réactionnaire. L'auteur de ces lignes a éprouvé, comme beaucoup d'autres, quelques difficultés à suggérer parfois l'existence de faits sociaux étrangers aux préoccupations du CEA, sans être pour autant indignes d'attention — y compris « dans le cadre des priorités définies par le Parti ». Mais la question soulevée ici engage bien autre chose qu'une querelle universitaire : car comme on l'a déjà laissé entendre, la dénégation théorique de l'existence sociale de la paysannerie, formulée par les chercheurs du CEA, ne paraît pas fortuite.

Les conceptions du CEA entraient en effet en résonance avec une autre dénégation, opérant cette fois à l'intérieur du discours du pouvoir, de l'idéologie nationaliste révolutionnaire où celui-ci conçoit son action dans la « société mozambicaine », par quoi il entend donner à connaître aux gens qu'il administre, comme aux nations qui l'entourent, le sens de sa « mission historique ». C'est à ce discours politique, et non plus aux conceptions « scientifiques » qui le confortaient, qu'il convient de s'arrêter à présent.

L'existence sociale de la paysannerie est aussi douteuse politiquement

Il s'agit, au lendemain de l'indépendance, de construire la Nation mozambicaine. Il y a au Mozambique treize millions de personnes

parlant plus de deux cents dialectes, distribuées dans diverses sociétés opposées par leurs histoires passées, par les modalités distinctes de leurs organisations sociales, leurs langues, mais rassemblées au cours de ce siècle par leur commune soumission à l'autorité portugaise à l'intérieur des frontières coloniales, et incontestablement unies dans leur histoire récente pour chasser le colonisateur. Le FRELIMO a incarné cette unité historique toute fraîche, d'essence nationaliste, à charge pour lui de la préserver, de l'instituer dans la construction d'un État souverain. Il convenait de fonder en droit l'unité de cette communauté nouvelle, naissante et fragile, de treize millions de sujets, en s'efforçant d'aliéner la conception qu'ils se faisaient de leur principale appartenance sociale à l'invocation d'un signifiant unique, maître mot d'une identité nouvelle : « la citoyenneté mozambicaine ».

C'est dans cette perspective que la langue portugaise parlée, sinon par tous, du moins dans toutes les régions du pays, occupant une position tierce et neutre dans les oppositions et les différences internes au « peuple » mozambicain — et portant témoignage après tout de sa première expérience historique unitaire sous le joug d'un colonisateur unique — fut proclamée langue nationale. C'est dans la même perspective que furent formulés les grands axes de la « stratégie de développement » en milieu rural du jeune État : l'édification des « villages communautaires ». Ainsi, du nord au sud du pays (*do Rovuma ao Maputo*), quels que fussent les systèmes sociaux, leurs histoires, qu'il se fût agit d'agriculteurs, de chasseurs, de pêcheurs, de producteurs de sorgho, de manioc, de maïs, d'arachide ou de coton, de planteurs de cocotiers, d'agrumes ou d'anacardiens, de régions à fortes migrations, à forte production marchande, de campagnes éloignées ou de zones semi-urbaines..., tous les habitants des régions rurales, plus de 80 % des treize millions de Mozambicains, étaient censés quitter à terme leurs maisons pour se regrouper dans des villages. Là, aux termes de ce projet, ils devaient progressivement délaissier leurs anciennes terres, possessions et prérogatives familiales ou individuelles pour se consacrer aux travaux collectifs sur les champs de la coopérative de production, expérimentant une organisation de leur travail plus efficace et fraternelle. L'accumulation des richesses qui en résulterait en principe, devait permettre d'investir en retour dans des biens de production plus modernes, relançant une accumulation autorisant bientôt le financement de services sociaux de santé, d'éducation, de culture et de loisirs indispensables à l'élévation du niveau de vie à la campagne — en attendant l'électricité. Ainsi conçus, les villages communautaires étaient le creuset de l'« *homem novo* », l'« homme nouveau », point oméga du rêve de développement mozambicain au lendemain de l'indépendance.

Peu importaient alors les différences historiques et sociales régio-

nales, peu importaient surtout les motivations et les aspirations réelles des paysans au nom de qui ce projet était conçu. Si l'on invitait, à l'occasion, à tenir compte de la réalité changeante du pays dans l'accomplissement de la villagisation, nul ne semble avoir songé à la prendre en considération lors de la conception de ce projet. Et à supposer même que cette « réalité » fût telle qu'elle imposât de renoncer à l'édification d'un village, il ne pouvait s'agir alors que de contraintes physiques (conditions écologiques, capacités de charge du sol, points d'eau, etc.), en aucun cas de nécessités sociales. Si celles-ci faisaient retour, interféraient dans l'action des agents de l'État-développeur, c'était pour être épinglées ipso facto sous les rubriques commodes de la phraséologie officielle : « obscurantisme », « superstition », « féodalisme », par quoi étaient incorporés dans le discours du pouvoir les effets de retour des réalités sociales et historiques qu'il excluait de sa logique. Si, en ce sens, une existence sociale était reconnue à la paysannerie dans ce discours, ce n'était que comme témoin anachronique, comme une survivance archaïque, encombrante et honteuse, un effet d'inertie des « mentalités », autant de freins condamnables à l'avènement de l'« homme nouveau », et livrés comme tels à la vindicte des bureaucrates (3).

« Il faut organiser la paysannerie »... Les choses étaient donc conçues dans l'esprit des promoteurs des villages communautaires, au lendemain de l'indépendance, comme si les populations rurales mozambicaines avaient été une vaste collection d'individus, hommes, femmes, vieillards et enfants désocialisés, subsistant les uns hors des autres, hors de l'histoire et des rapports sociaux, comme si, tombés du ciel, ils avaient attendus le FRELIMO pour s'organiser, comme s'ils n'avaient pas été déjà, historiquement, « organisés ». C'était l'idéologie de la « page blanche ».

Côté cour, côté jardin

On entrevoit peut-être à présent comment la dénégation théorique, « marxiste », du CEA recoupaît et confortait la dénégation politique où s'engendrait et s'articulait le discours d'un pouvoir nationaliste. Cette méconnaissance encourageait du reste l'étonnante ignorance de la petite-bourgeoisie urbaine radicalisée, l'interlocutrice privilégiée du pouvoir, pour ne pas dire sa base sociale « révolutionnaire » (lectrice de la presse et de toutes les littératures politiques et développementalistes — la base sociale « nationaliste » du pouvoir étant en revanche beaucoup plus large et diffuse). Après tout,

(3) Il n'y avait pas de distinction très nette parfois, dans l'esprit de quelques administrateurs zélés mais peu éclairés, entre la

« résistance des mentalités » aux projets du pouvoir, et la mentalité de résistance au pouvoir : la « subversion ».

un natif de Lourenço-Marques ou de Beira d'origine européenne ou asiatique, fût-il frémiste de la première heure, ne connaissait à peu près rien des communautés africaines qu'il côtoyait toute sa vie sans les fréquenter — sinon à travers ses domestiques, ses boys. La participation active des membres de la petite-bourgeoisie urbaine à la gestion des affaires du pays ne s'était pas accompagnée d'une curiosité éperdue de leur part pour le mode de vie et l'histoire du « peuple mozambicain » au nom duquel ils entendaient parler. L'idéologie de la « page blanche », la négation de l'existence sociale de la paysannerie, avait aussi dispensé ces gens, si proches du pouvoir, de se poser un certain nombre de questions. En revanche, les principes moraux et politiques qui animaient le projet communautaire à la campagne, mobilisaient cette couche sociale ; il est vrai que ces principes tels qu'ils étaient couramment formulés ratisaient très large : progrès, égalité, solidarité, démocratie, communauté et fraternité, autonomie et dignité, éducation, bien-être et santé..., tous ces idéaux participaient de la représentation ordinaire des objectifs du processus de « socialisation des campagnes ». Ils étaient propres à séduire tous les hommes de bonne volonté, des missionnaires des églises progressistes aux militants tiers-mondistes ou marxistes internationalistes de diverses obédiences. Cette stratégie donnait un sens (à connotations humanistes, chrétiennes ou révolutionnaires) à l'intervention de l'État et du Parti dans les campagnes à l'échelle de tout le pays. Le projet, qualifié de « colonne vertébrale » du développement, jouissait d'un indéniable succès en ville, auprès de l'intelligentsia mozambicaine et cosmopolite qui en a débattu longtemps (4). Après tout, certains paysans ne s'étaient-ils pas engagés dans la construction de villages, emportés par le grand élan de confiance et de popularité dont avait bénéficié le FRELIMO au lendemain de sa victoire ? En ville, beaucoup ont interprété cette remarquable réceptivité populaire au discours du FRELIMO, cette reconnaissance quasi unanime de l'intégrité et de l'autorité nationale de S. Machel et de son Parti, comme une adhésion consciente de la paysannerie au contenu de ce discours, comme un engagement massif des populations rurales sur la voie d'une transformation révolutionnaire des rapports sociaux. Cette illusion, cette méprise sur les motivations et le sens de la reconnaissance paysanne de l'autorité du FRELIMO (congruente avec le sens que lui attribuait « scientifiquement » le CEA) ont conforté quelque temps la crédibilité d'un discours sur l'« alliance de classe ouvriers-paysans » au nom de quoi le pouvoir était convaincu de parler.

(4) On oubliait, on ignorait ou feignait d'ignorer les échecs des projets analogues expérimentés ailleurs. Certains n'hésitaient pas à expliquer que la faillite du projet *uja-*

maa en Tanzanie était dû au fait que J. Nyerere et son parti n'étaient pas « marxistes-léninistes ».

Mais l'aveuglement idéologique des autorités sur la question paysanne n'a-t-il pas handicapé son action ? Dès 1978, on se rendait bien compte que les populations rurales, spontanément, ne construisaient guère de villages (5). C'est à partir de cette période que la quantité de villages édifiés dans un district est devenue une sorte de critère d'évaluation du dynamisme de son administration : chaque responsable de district devait pouvoir faire état d'un maximum de villages créés dans la région placée sous sa juridiction. La persuasion et l'explication politique cédèrent alors le pas, souvent, à la coercition dans l'accomplissement de cette politique. La progression numérique de la population rurale rassemblée en villages à partir du début des années 80 était considérable, même si les dirigeants de Maputo devaient déplorer l'échec total de la production collective (conçue en principe comme la « base » de la vie villageoise).

Était-ce un échec ? En fait, la stratégie des villages communautaires avait peut-être déjà révélé à cette époque sa vérité : elle s'était avérée un instrument politique d'une redoutable efficacité — non, certes pas, quant au « développement » du milieu rural, mais quant à la construction d'un appareil administratif d'État, national, à la campagne. Il y avait alors plusieurs milliers de villages au Mozambique, chacun d'eux disposait d'un chef administratif de village et d'un responsable du Parti dont les nominations étaient contrôlées par les autorités des districts ; les plus importants disposaient d'un administrateur de localité, d'une cellule du Parti, d'une milice, d'un tribunal et d'une assemblée populaires (6), d'un détachement de l'OMM (organisation des femmes mozambicaines), d'un autre de l'OJM (jeunesse). Le pays s'était progressivement couvert d'un réseau administratif hiérarchisé, tout entier structuré à la base autour de l'entité administrative et politique villageoise (les anciennes subdivisions administratives coloniales, rebaptisées localités, cercles et cellules, ne devenant véritablement fonctionnelles dans le cadre du nouvel appareil d'État qu'à travers des structures administratives et politiques de village). Si l'on s'en tient aux résultats, il convient de constater que l'efficacité première — et dernière à ce jour — de la stratégie des villages communautaires fut de soutenir la mise en coupe administrative réglée de la population rurale, son encadrement, son enregistrement et sa soumission au nouvel appareil d'État mozambicain.

(5) La majorité de ceux qui existaient alors sont nés de circonstances exceptionnelles : établissements de réfugiés des inondations de la vallée du Limpopo, conservation des anciens *aldeamentos* coloniaux dans le nord (Verschuur et al., 1984).

(6) Sur les modalités du dysfonctionne-

ment de ces institutions — où plutôt sur le sens du détournement de leur fonctionnement du fait de leur incorporation dans le jeu des rapports de forces sociaux locaux, internes à la paysannerie dans le district du Eráti, voir C. Geffray, M. Pedersen, 1985.

Ainsi, « côté jardin », cette politique était porteuse des grands idéaux humanistes, chrétiens ou révolutionnaires, et semblait émaner des meilleures intentions (la bonne foi d'un grand nombre de ses promoteurs n'étant pas à mettre en cause). Mais elle s'est révélée en dernière analyse, « côté cour », comme le système de significations, l'échafaudage idéologique en vertu de quoi il fut possible, dans l'esprit des politiques, des bureaucrates ou des militants, de bâtir le nouvel appareil d'État de la jeune Nation indépendante, d'étendre à la totalité du pays une organisation administrative hiérarchisée, susceptible d'assurer le contrôle social quotidien de près de douze millions de ruraux : ceux-ci ne l'ont du reste jamais perçu autrement.

Cette organisation administrative était irriguée de la base au sommet par un flux continu de papiers, de rapports et circulaires dûment tamponnés, dont une des fonctions essentielles semble avoir souvent été de matérialiser l'existence de la hiérarchie, les échelons inférieurs renvoyant scrupuleusement aux supérieurs l'information et l'image que ces derniers désiraient eux-mêmes pouvoir transmettre à leurs supérieurs, et ainsi de suite. L'usage de la langue de bois autorisait toutes les falsifications de la réalité, elle mettait là aussi hors de cause la bonne foi des menteurs administratifs : certains croyaient sincèrement faire ce que l'on attendait d'eux en ne transmettant de ce qu'ils savaient, que ce qui voulait bien se laisser penser et dire dans les catégories de la phraséologie officielle.

Les deux versants de la même politique, les préoccupations humanitaires révolutionnaires « développeuses » d'une part, et la volonté de contrôle social corrélative de l'édification de l'appareil d'État et de l'établissement de son autorité sur l'ensemble de la population rurale d'autre part, pouvaient bien coexister dans l'esprit d'un même individu. Ils ont peut-être constitué les deux pôles du champ politique entre lesquels se sont distribués les principaux protagonistes de la vie politique à Maputo. Certains, des plus modestes petits-bourgeois et coopérants jusqu'à des membres de l'élite du Parti, dans le bureau politique, se rangeaient plus volontiers sur le versant idéologique de l'édifice ; ils contribuaient par leurs débats et leurs critiques, en interpellant sans relâche les bureaucrates sur le bien-être du peuple, à étayer et à renouveler la crédibilité et la bonne foi du discours du pouvoir. D'autres, peut-être plus lucides, moins expansifs aussi, nourrissaient le projet politique à demi-conscient d'édifier un appareil d'État puissant et bureaucratique, s'appuyant volontiers sur les membres de celui qu'ils étaient en train de bâtir, et se référant le cas échéant sans gêne aux enseignements du « socialisme réel ».

Des conflits ont pu surgir entre les deux tendances, entre deux individus, comme dans l'esprit d'un seul ; en tout état de cause, les uns ne pouvaient se passer des autres, ce qui explique peut-

être que ces tendances ne se soient jamais formalisées. D'un côté, la pratique des bureaucrates se nourrissait du discours, des efflorescences idéologiques qui leur permettaient de penser leur relation aux gens qu'ils administraient — ou de renvoyer les administrés à la parole de ceux qui pensaient cette relation à leur place. D'un autre côté, aussi loin que les bureaucrates étaient supposés mettre en œuvre le projet débattu par les idéologues, les premiers donnaient à la réflexion des seconds toute la gravité induite de l'illusion que le devenir du peuple fût suspendu à l'exactitude de leur pensée.

L'imagination au pouvoir

Ainsi, l'édifice idéologique où se concevait l'intervention du pouvoir et la mission historique dont il s'estimait investi dans la « société mozambicaine » semble s'être soutenu tout entier d'une méconnaissance primitive radicale, d'un déni portant sur la réalité des systèmes sociaux historiques dans lesquels subsistaient et se reproduisaient les populations assujetties à l'autorité de ce pouvoir. Ce processus a eu bien d'autres attendus historiques (autrement dramatiques) que ceux mentionnés ici, mais il suffit de constater que le FRELIMO n'a pas su penser la construction de la nation mozambicaine, sans oblitérer du même coup la diversité et l'hétérogénéité concrète et historique des formations, classes et groupes sociaux qu'il se donnait pour tâche de rassembler et d'intégrer sous le sceau d'une identité unique. Cette dénégation des réalités du pays était corrélative de l'invention d'un pays imaginaire, fictif, où une alliance des ouvriers et des paysans du pays aurait délégué son autorité au Parti pour qu'il exerce en son nom sa dictature sur ses ennemis, les ennemis du peuple. L'idéologie « marxiste-léniniste » se donnait à cet égard comme le corpus dogmatique, l'instrument conceptuel de l'invention du pays imaginaire, et le garant de la cohérence interne de la fiction dont se soutenait le projet nationaliste du pouvoir (7).

(7) La référence « marxiste-léniniste » situe d'emblée le nouvel État dans la communauté internationale, et particulièrement face au géant sud-africain voisin, en l'affiliant à ce que le FRELIMO appelait les « zones libérées de l'humanité » (ce slogan barre la façade de l'aéroport de Maputo côté pistes, affichant aux yeux de chaque voyageur, à sa descente d'avion, l'indépendance politique farouche du Mozambique face à l'Afrique du Sud voisine). Les conditions dans lesquelles le FRELIMO a dû tisser ses alliances politiques sur la scène internationale, face au Portugal colonial, aux Rhodésiens puis à

l'Afrique du Sud, ne sont naturellement pas étrangères au sens de son recours au « marxisme » qui lui permet tout à la fois de concevoir les attendus anti-impérialistes de son combat, et de situer celui-ci dans le jeu d'un rapport de forces et de solidarités mondiales. Le caractère anti-impérialiste de la référence au marxisme surdétermine en quelque sorte, au plan des rapports de forces internationaux, la signification nationaliste, à usage idéologique interne, de la référence au « marxisme » à laquelle nous nous intéressons ici.

L'élite du Parti, ses interlocuteurs de la petite-bourgeoisie urbaine radicalisée ou de la communauté coopérante cosmopolite — et parmi eux, bien entendu le CEA — étaient le laboratoire en perpétuelle effervescence où s'inventait et se réinventait quotidiennement le pays. Ces milieux sociaux étaient le lieu d'une glose interminable ou, parfois, d'une légère refonte, à l'occasion d'un congrès, des maîtres mots de la langue de bois. Interminable : l'information qui alimentait cette glose, issue de la presse ou des canaux de l'appareil d'État, était elle-même captivée, informée par la configuration fictive de la Nation que les idéologues de ce milieu avaient d'abord conçu, et qui avait imprimé sa marque aux modalités du recueil, de la circulation et de l'interprétation de l'information. Ce processus quasi autistique a fonctionné longtemps et fonctionne probablement encore.

Petite-bourgeoisie urbaine radicalisée ? Il convient de souligner à présent que cette surenchère imaginaire alimentant la conception d'un pays fictif s'exerçait presque exclusivement entre Blancs, Indiens ou Métis, même si chacun feignait de l'ignorer ou si, le constatant, personne ne savait en tirer de conclusion. Il y avait peu de Noirs dans la petite-bourgeoisie urbaine de Lourenço-Marquês ; ceux-ci ne furent certes pas étrangers à cette effervescence, mais leurs réseaux, leurs préoccupations n'étaient pas les mêmes. La plupart des membres de l'intelligentsia cosmopolite, experte en phraséologie révolutionnaire, s'approvisionnait au magasin-en devises (*loja franca*, pour coopérants et diplomates détenteurs de dollars et de rands) tandis que, face à la pénurie totale dans les circuits d'approvisionnement officiels, le marché noir se développait, le marché des Mozambicains, le marché réel, le marché des Noirs. Le discours révolutionnaire, dans la bouche des intellectuels étrangers ou même des petits-bourgeois blancs, descendants radicaux des coloniaux, fussent-ils de nationalité mozambicaine, avait les délices et la facilité d'une relative gratuité : presque tous avaient derrière eux une famille, un milieu de réinsertion sociale virtuel, sinon un travail en Europe. Leur discours était peut-être d'autant plus volubile ou radical qu'il n'engageait finalement que le destin des autres (8).

L'intervention des Noirs dans ce discours était en revanche beaucoup plus réservée, prudente ; quoiqu'il arrivât, ils devaient, eux, demeurer au Mozambique. C'était eux aussi qui savaient et mesuraient quotidiennement, non sans quelque malaise peut-être, la distance qui séparait le logos officiel où se déployaient les débats contradictoires-complices de l'intelligentsia, et la réalité. La méconnaissance ne pouvait avoir pour eux les mêmes fonctions : s'ils

(8) A mesure que s'atténuait l'exaltation des premières années de l'indépendance et que s'affirmait le fait nationaliste, certains s'en sont retournés dans la vieille et paisible Europe, entretenir auprès des parapets la

flamme ou la mémoire d'une révolution perdue, tandis que la famine et la guerre s'éten-
daient dans le pays qu'ils avaient superbe-
ment ignoré pendant parfois une décennie.

n'étaient bureaucrates, c'est-à-dire dépendants par leur position sociale de l'exercice de ce discours et engagés dans son efficacité, ils tendaient plutôt à se taire.

Cette situation nous introduit au dévoilement d'une nouvelle méconnaissance, à la positivité d'une nouvelle dénégation : celle de la distinction raciale et son caractère socialement, historiquement structurant, et dont l'évocation fait l'objet d'un tabou analogue dans son principe à celui qui frappe la reconnaissance de l'existence sociale de la paysannerie. Il convient du reste de mettre au crédit de cette occultation la levée, pendant dix ans, de l'hypothèque raciale au plus haut niveau du pouvoir mozambicain, à la frontière du pays de l'apartheid. On a nié pendant toute cette période, la différence et parfois l'opposition des horizons sociaux, économiques, historiques et culturels entre :

- les fils de colons fonctionnaires, industriels et planteurs (généralement) blancs,
- les commerçants (généralement) métis ou asiatiques,
- les ouvriers, les artisans et naturellement les paysans (généralement) noirs.

Le bureau politique doit sans doute à la vigueur de cette dénégation officielle d'avoir pu jusqu'à nos jours préserver intacte sa composition pluri-raciale. L'avantage paradoxal du logos « marxiste-léniniste » et de la langue de bois était qu'ils autorisaient la communication des différentes composantes historiques, sociales et raciales de la petite-bourgeoisie urbaine, tout en occultant leurs différences, voire leurs oppositions. Tout distinguait les Noirs dans la vie quotidienne, par leurs conditions économique et sociale ou par leurs préoccupations concrètes, des communautés plus claires, asiatiques et blanches ; ces communautés ne se fréquentaient guère en dehors du travail (où la hiérarchie reflétait souvent cette distinction) et des réunions politiques. C'est dans ces dernières que les uns et les autres, quelles que fussent leurs positions socio-raciales dans le dispositif, se parlaient « en bois » à l'invocation d'une représentation aliénée unique et commune de la « société mozambicaine » (marxiste-léniniste), et enterraient l'impertinence de leurs différences et de leurs oppositions sociales réelles, impensées et impensables dans les catégories du discours officiel.

Science et pouvoir

Le discours, la construction idéologique où le pouvoir concevait son intervention dans la « société mozambicaine » s'est ainsi nourri d'une méconnaissance primitive, politiquement assumée et entretenue, de la réalité des rapports sociaux où subsistaient et se

reproduisaient les populations sur lesquelles il exerçait son autorité. Qu'il s'agisse de la spécificité et de la disparité des rapports sociaux en milieu rural, des attendus sociaux de la distinction raciale, de la prise en considération de l'existence des langues maternelles, etc., le même mot *tabu* était communément utilisé pour brocarder l'évocation de ces objets interdits. Le CEA, comme institution de recherche, a occupé une place de choix dans ce dispositif politique et idéologique : s'agissant du moins de la paysannerie, il a inscrit sa démarche dans le droit fil de cette dénégation fondatrice, à laquelle il tendait à donner son argumentation théorique. En ce sens, les facteurs évoqués plus haut, expliquant la place privilégiée et stratégique du CEA dans le dispositif de la recherche mozambicaine, deviennent tous secondaires eu égard à cette collusion première de la science et de la logique du pouvoir (ou, sur un autre axe, du « marxisme » et du nationalisme). Ce n'est pas parce que Ruth First et Aquino de Bragança étaient introduits au sérail des héros du Bureau politique que leur équipe jouissait en retour d'une si grande influence ; c'est plutôt parce que leur travail confortait le discours du pouvoir et lui fournissait comme sa caution scientifique, que tous ceux qui se débattaient à l'intérieur du même logos leur ont accordé leur confiance et leur reconnaissance (il faut de toutes façons reconnaître, encore une fois, qu'ils sont les seuls à avoir véritablement fait de la recherche, dans les limites évoquées plus haut). Là où l'élite au pouvoir et l'idéologie nationaliste trouvaient une caution scientifique (sinon révolutionnaire), les marxistes ombrageux du CEA trouvaient une onction nationale.

Christian Geffray
RCP « Afrique australe » du CNRS
(Septembre 1987)

Bibliographie : cf. « Nampula en guerre », p. 40.